

La solidarité encore et toujours

jeudi 16 février 2006, par [Frères des Hommes](#) (Date de rédaction antérieure : 16 février 2006).

Sommaire

- [Quand les gouvernements \(...\)](#)
- [Stopper la course aux armement](#)
- [Reconstruction : les initiatives](#)

Une cinquantaine d'associations pakistanaises sont intervenues sur le terrain suite au séisme et ont joué un rôle fondamental auprès des victimes. Des organisations dont le travail a souvent été freiné, voire empêché par le gouvernement, les militaires ou encore les extrémistes islamiques qui ont instrumentalisé cette catastrophe pour leurs intérêts propres. Ces associations n'ont jamais baissé les bras face à l'ampleur de la tâche et quatre mois après le séisme elles continuent de se battre, non seulement pour dénoncer l'exclusion des citoyens dans les projets de réhabilitation et de reconstruction de la zone sinistrée, mais aussi pour remettre en cause l'aberration des priorités nationales.

Quand les gouvernements s'entêtent

Le drame qui a dévasté le Cachemire et les régions alentours le 8 octobre dernier aurait pu être l'occasion pour les gouvernements pakistanais et indien de mettre le « conflit cachemiri » de côté et de se tendre la main. Mais la géopolitique reste souvent plus forte que la solidarité. La situation est particulièrement tendue dans les zones frontalières du Cachemire administrées par les militaires et ravagées depuis de longues années par d'incessants conflits entre les deux pays. Cet entêtement conflictuel des autorités a limité l'aide aux populations victimes et n'aura pas contribué au renforcement du processus de paix qui s'était progressivement mis en place depuis deux ans.

Malgré l'ampleur des besoins, les gouvernements des deux pays ont ignoré les nombreux appels à la coopération lancés par les ONG indienne et pakistanaise. Il faudra attendre le lundi 7 novembre 2005, soit un mois après la catastrophe, pour que le premier point frontière, celui de Rawalakot-Poonch, situé sur la très sensible ligne de contrôle soit ouvert et que la circulation des personnes et des approvisionnements soit autorisée. Des camions qui transportaient des produits de secours collectés en Inde ont dû attendre plusieurs semaines au poste frontière de Wagah (province indo-pakistanaise du Punjab) avant d'obtenir l'autorisation de traverser la frontière. Un obstacle auquel les ONG et les groupes de citoyens des deux pays ont été confrontés, mais contre lequel ils n'ont cessé de lutter.

Stopper la course aux armements

Au delà des nombreuses actions menées sur le terrain (voir « ONG pakistanaises sur le front du séisme », Lettre n°1) pour venir en aide aux populations victimes du séisme, les associations

pakistanaïses se sont montrées particulièrement efficaces en matière d'interpellation publique des autorités. Des réseaux de la société civile qui mènent activement des campagnes pour la paix entre l'Inde et le Pakistan, ont notamment fait pression sur les gouvernements des deux pays pour qu'ils assurent la liberté de mouvement des populations des deux côtés de la frontière.

Certaines organisations, parmi lesquelles la Coalition Pakistanaïse pour la Paix (PPC), une plateforme regroupant le Comité d'Action Contre la Course aux Armes, le Comité d'Action pour les Droits des Personnes et le Comité pour la Paix des Citoyens, sont allées plus loin encore dans leurs requêtes. Si dans sa déclaration du 7 novembre dernier la PPC a salué l'initiative du gouvernement de Pervez Musharraf de reporter l'achat d'avions de combat américains F16 pour mobiliser tous les moyens financiers possibles en faveur des victimes du séisme, elle a néanmoins regretté que cet achat ne soit pas purement et simplement annulé. Ainsi, les membres de la PPC ont demandé à ce que l'intégralité du projet d'achat d'équipements de défense particulièrement coûteux soit annulée et que cet argent soit exclusivement dépensé pour la reconstruction et la réhabilitation des personnes affectées par le tremblement de terre.

Plus largement, les diverses initiatives menées par les organisations pakistanaïses telles que la PPC ou encore PILER (Pakistan Institute of Labour Education Research), ont pour objectif de remettre en question les priorités nationales. Une partie des dépenses militaires devrait être utilisée pour améliorer la qualité de vie des populations par la mise en place de programmes de santé, d'éducation, d'emploi, etc. Pour élargir leur action et créer un impact réel, ces organisations ont fait savoir qu'elles souhaitent s'engager dans un travail de lobbying auprès des principaux pays fabricants d'armes pour qu'ils stoppent les ventes de matériels de défense et qu'ils repensent leur collaboration aux pays d'Asie du Sud.

Reconstruction : les initiatives citoyennes face au monopole militaire

Comme le souligne Afrasiab Khattak, membre de la Commission des Droits de l'Homme au Pakistan (HRCP) « *La reconstruction est une affaire de gestion économique, de questions sociales - ce sont des sujets qui concernent les citoyens* ». Or, si l'on dresse un bilan post-séisme, on constate non seulement que de nombreux villages parmi lesquels Maidan Sherpal et Qili Tandol Bala (situés dans la province de la frontière nord-ouest) n'ont toujours pas été secourus, mais aussi que la reconstruction est surtout l'affaire des militaires. A Islamabad, des plans ont été ébauchés : deux agences ont été désignées pour ce travail, toutes deux dirigées par un général...

Face à cette volonté de mise à l'écart les initiatives citoyennes ne manquent pas. La Fondation Eqbal Ahmed est particulièrement innovante en proposant des solutions temporaires à faible coût pour les milliers de personnes vivant dans des tentes non adaptées à l'hiver. Elle a développé un système d'installation de structures en bois ou métalliques qui couvrent et isolent les tentes. Des experts, des architectes indépendants et des associations locales ont su collaborer au delà des frontières pakistanaïses avec des groupes de citoyens compétents dans la construction de logements bon marché résistants aux tremblements de terre. Quant aux associations Orangi Pilot Project (OPP), Urban Resource Centre (URC), Khuda ki Basti ou Peoples Science Institute India, elles proposent aux populations locales des formations sur les techniques de construction et en particulier sur une meilleure utilisation des outils et matériaux.

L'assistance des ONG pakistanaïses après la catastrophe du Cachemire ne s'est pas fait attendre : dès les premiers jours, elles se sont montrées très réactives. D'un côté, elles ont apporté leur aide aux victimes et de l'autre, elles ont fait pression sur le gouvernement pour que les intérêts de ces populations soient pris en compte. Quatre mois après le séisme, leur travail est loin d'être terminé.

Elles doivent encore se battre pour que le dispositif de reconstruction ne soit pas uniquement sous contrôle des militaires et que les populations locales, les acteurs de la société civile et la solidarité internationale soient intégrés à ce processus. Un combat qui s'associe à celui des activistes pakistanais qui militent pour la réduction des budgets d'armement au profit de programmes sociaux.

Comité de rédaction : Frères des Hommes

Sources : Alternatives internationales, Daily Times, Dawn, Frontline, The Christian Science Monitor, The Economic Times - India Times , The News International.

P.-S.

* Publié dans la lettre « Résonances pakistanaises » n°2 sur le site de Frères des Hommes.